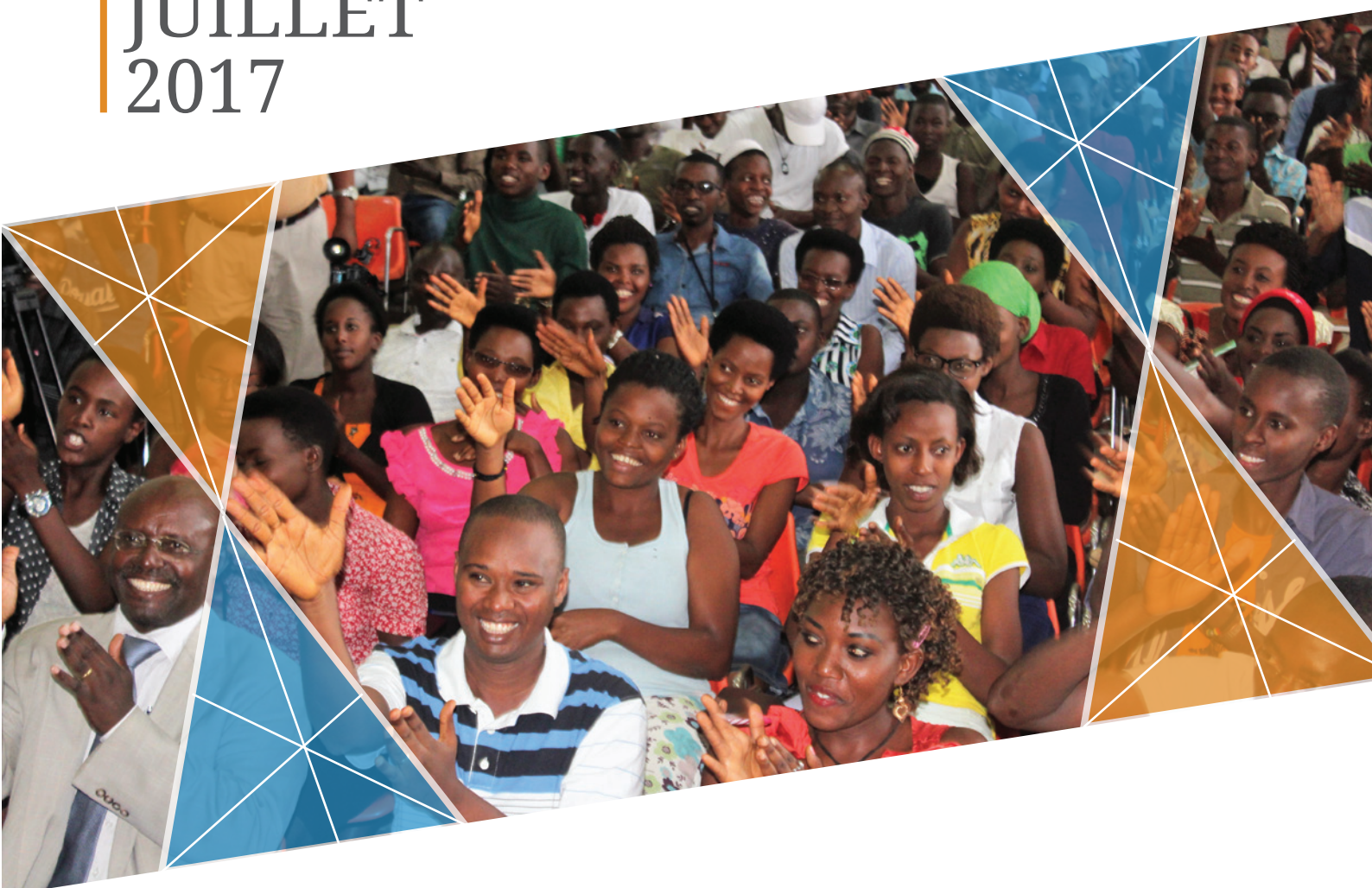
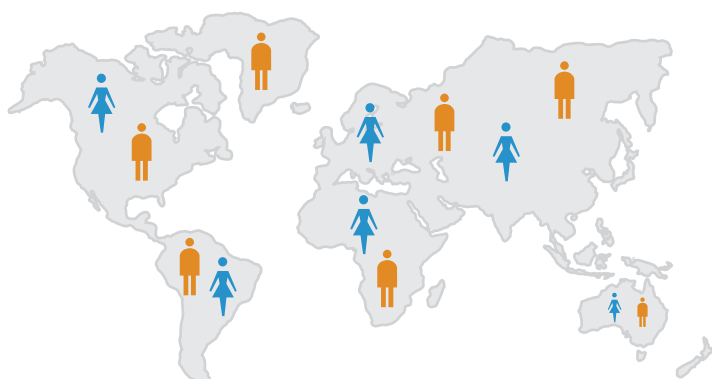


MENSUEL D'INFORMATION SUR LES REALISATIONS DE UNFPA ET DE SES PARTENAIRES DU BURUNDI

## JUILLET 2017



JOURNEE  
MONDIALE  
DE LA POPULATION



PARCE QUE CHACUN COMPTE

# SOMMAIRE

1

Célébration de la Journée Mondiale de la Population

2

La révolution contraceptive au burundi – perspective pour bénéficier du dividende démographique

3

Équipements pour la promotion d'une bonne santé sexuelle et reproductive et gestion des contraceptifs

4

Des vies changées grâce à la planification familiale

5

La réduction de la mortalité maternelle, plus qu'une nécessité au Burundi

6

Une meilleure prise en charge des survivants aux VBG au centre de l'intérêt

7

Retraite des agents de changement communautaire pour la paix et la cohésion sociale

8

Imis – burundi maintenant en ligne :  
[imisbdi.bi/redbdi](http://imisbdi.bi/redbdi)



[burundi.unfpa.org](http://burundi.unfpa.org)



[facebook.com/unfpaburundiCO](https://facebook.com/unfpaburundiCO)



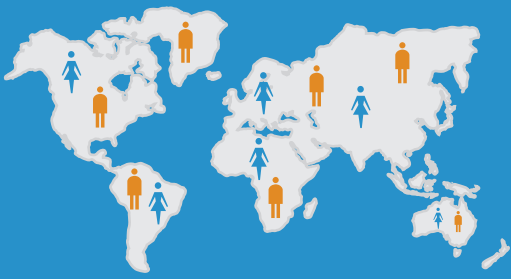
[twitter.com/unfpaburundi](https://twitter.com/unfpaburundi)



[youtube.com/user/unfpabi](https://youtube.com/user/unfpabi)

## UNFPA

Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est accompli.



# 1

## CELEBRATION DE LA JOURNEE MONDIALE DE LA POPULATION

Chaque **11 Juillet**, le monde célèbre la journée dédiée à la Population. Cette dernière vise à attirer l'attention sur l'importance cruciale des problématiques relatives à la population, plus spécifiquement dans le contexte du développement global.

Le thème de l'année étant « **Planification familiale : Autonomisation des populations et développement des nations** », cette journée mondiale de la population a coïncidé avec la tenue du Sommet de Londres sur la planification familiale, le 11 juillet.

C'était la deuxième réunion des groupes des donateurs et des parties prenantes à l'origine de l'initiative Planification familiale 2020 (Family Planning 2020), visant à étendre l'accès à la planification familiale à 120 millions de femmes supplémentaires d'ici à 2020.



*Photo de salle des jeunes réunis autour de la Journée Mondiale de la Population au Centre Jeune Kamenge*

Au Burundi, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida a célébré cette journée au Centre Jeune Kamenge (nord de Bujumbura) en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). L'objectif était de mobiliser les adolescents et les jeunes autour de la thématique de la santé sexuelle et reproductive, la planification familiale et la réalisation de leur

potentiel. En effet, 2 sur 3 Burundais ont moins de 25ans. L'approche de mise en place des réseaux socio-communautaires est utilisée pour atteindre les jeunes des écoles fondamentales et post-fondamentales et de la communauté. Le centre de santé ami des jeunes qui est au centre du réseau offre des informations et services de qualité adaptés aux adolescents et aux jeunes

filles et garçons.

Selon **Elam SENKOMO**, Secrétaire Permanent du Ministère en charge de la Santé Publique, les jeunes filles et garçons devront avoir une maîtrise de soi afin d'éviter tout comportement qui pourrait entraver leur scolarité et nuire à leur avenir. Quant à Suzanne **NGO-MANDONG**, Représentante Résidente de UNFPA, elle n'y va pas par quatre chemins : **“Les Jeunes filles et les**



**En 2016 ~ 2017**

**2208 Grossesses**

*1519 Ecole Fondamentale  
689 Post Fondamentale.*

**adolescentes doivent être à l'école et non à la maternité",** indique-t-elle. En effet, une fille qui abandonne l'école à cause d'une grossesse non désirée est une perte énorme pour le pays. Ceci c'est au moment où 8% des adolescentes au Burundi ont déjà une vie procréative. Pour l'année scolaire 2016-2017, 2208 grossesses ont été enregistrées en milieu scolaire dont 1519 filles de l'école fondamentale et 689 en Post Fondamentale.

Pendant cette célébration, une présentation a été faite pour les jeunes afin de leur expliquer l'importance des services en santé reproductive offerts aux adolescents et aux jeunes par les centres de santé amis des jeunes et ce dans un

cadre convivial. Ces mêmes jeunes ont eu l'occasion de poser des questions à un panel animé par un prestataire de santé, un encadreur d'école, un bénéficiaire et un agent de l'Administration qui a tenu à donner toute sorte

d'éclaircissement pour dissiper tous les doutes et confusions que ces jeunes pouvaient avoir autour de l'importance d'une bonne santé reproductive chez les adolescents et les jeunes.



*Jeunes filles et adolescentes en train d'être sensibilisées à prioriser les études et non les mariages et/ou grossesses précoces*



## LA REVOLUTION CONTRACEPTIVE AU BURUNDI – PERSPECTIVE POUR BENEFICIER DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE

Dans la continuité de la célébration de la Journée Mondiale de la Population, une conférence-débat a été organisée le Vendredi 14 Juillet 2017 en vue de susciter des échanges autour de deux thèmes, à savoir « **la révolution contraceptive au Burundi : perspectives pour bénéficier du Dividende Démographique** » et la feuille de route nationale sur « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ».

Le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale qui a ouvert cette conférence – débat organisée en collaboration avec UNFPA a indiqué qu'aujourd'hui plus qu'hier, la croissance démographique constitue un défi majeur au Burundi. **Ambassadeur Alain Nyamitwe** a ajouté que le Burundi est conscient que le bénéfice du dividende démographique n'est pas automatique, mais qu'il dépendra certainement de la diligence, de l'efficacité et de la pertinence des politiques et stratégies nationales qui

seront mises en œuvre pour maîtriser la fécondité et la croissance démographique, ainsi que pour améliorer la gouvernance et la qualité de notre capital humain. Quant à **Suzanne NGO – MANDONG**, Représentante Résidente de UNFPA, elle a rappelé qu'une femme meurt toutes les 4 heures au Burundi. « Il est donc grand temps de prendre rapidement conscience et de façon résolue que la planification familiale n'est pas un choix, mais une nécessité au Burundi », a-t-elle précisé.



*Mme Suzanne  
NGO – MANDONG,  
Représentante Résidente de  
UNFPA et Ambassadeur Alain  
Aimé NYAMITWE Ministre des  
Relations Extérieures et de la  
Coopération Internationale*

Des discussions ont été donc engagées entre les invités qui étaient les cadres du domaine sanitaire et éducatif, les directeurs de pro-

grammes sectoriels et les professeurs d'Universités et les leaders de la société civile, les chargés des programmes de santé et d'éducation au sein des agences du Système des Nations Unies et des Ambassades au Burundi, sans oublier les différentes associations des jeunes au Burundi.



*Photo de salle*

Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'investir fortement dans la jeunesse pour permettre au Burundi de bénéficier de son développement à travers l'atteinte du dividende démographique. Plusieurs questions ont été posées par les jeunes qui étaient présents les uns réclamant d'être toujours impliqués dans toutes les questions qui les concernent, les autres partageant leurs expériences vécues dans la sen-

sibilisation de leurs pairs.

*Blandine Nduwimana* a représenté l'association des guides du Burundi en mairie de Bujumbura. Elle indique que cette conférence-débat a été très bénéfique pour elle car non seulement elle a plaidé pour plusieurs jeunes qu'elle représente en particulier les filles mais aussi elle est rentrée outillée pour mieux les sensibiliser sur l'autonomisation des femmes



*Blandine Nduwimana, intervenant pendant la conférence-débat*

Quant à *Nicole Muhimpundu*, membre de l'association pour les droits de la fille burundaise (APFB), elle a été plus touchée par l'engagement de l'auditoire d'impliquer les jeunes dans toutes les décisions qui les concernent. Elle a en même temps compris que le meilleur message à partager aux jeunes filles de son association est de les sensibiliser à l'éducation et à une meilleure santé reproductive pour qu'elles puissent non seulement bénéficier d'un meilleur avenir mais aussi permettre par la même occasion au pays de se développer.



*Nicole Muhimpundu en train de témoigner*

A l'unanimité, les participants se sont entendus qu'il est plus que temps d'investir dans la jeunesse puisque elle comporte plus de 60% de la population



## EQUIPEMENTS POUR LA PROMOTION D'UNE BONNE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE ET GESTION DES CONTRACEPTIFS

Avec l'appui financier du Royaume des Pays Bas, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) appui le Burundi dans l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et dans la gestion des produits contraceptifs, et ce pour garantir la disponibilité des méthodes contraceptives modernes jusqu'au dernier kilomètre. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme conjoint d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes (SSRAJ), 18 réseaux socio-communautaires ont été

rendus fonctionnels autour de 18 centres de santé amis des jeunes (CDSAJ) depuis 2016. C'est ainsi qu'en vue de renforcer les capacités de ces centres à offrir les services de qualité aux adolescents et aux jeunes, un don d'équipement a été fait par UNFPA au Burundi. C'est le vendredi 28 Juillet 2017 que s'est déroulé la remise officielle des kits offerts au Gouvernement en province de Ngozi, et la distribution officielle a été faite sous le haut patronage de Son Excellence la Première Dame de la République, Mme Denise Nkurunziza. Etaient aussi présents,

les Ministres en charge de la Santé Publique et celui de la Jeunesse, Le Coordonnateur Résident du Système des Nations au Burundi, la Représentante Résidente de UNFPA, l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas au Burundi, les représentants des organisations membre du consortium du programme conjoint mais aussi des organisations partenaires à UNFPA sans oublier les titulaires et responsables sanitaires et les jeunes pour qui les kits étaient destinés.



*Les invités à la remise officielle des équipements prêts à les distribuer*

Le but principal de ce don était que les adolescents et les jeunes aient facilement accès aux services de la santé sexuelle et reproductive de qualité adaptés à leurs besoins spécifiques. Ainsi ont été offerts 18 motos et 360 vélos aux réseaux sociocommunautaires des provinces Ngozi, Ruyigi et le district nord de la mairie de Bujumbura et 18 postes téléviseurs et accessoires

pour équiper 18 Centres de Santé amis des jeunes. Toujours avec le financement du Royaume des Pays Bas, UNFPA a également offert 47 kits

d'ordinateurs pour permettre la bonne gestion des contraceptifs et des autres produits essentiels de santé aux 46 pharmacies des districts sani-

taires de tout le pays et le Programme National de la Santé de Reproduction (PNSR).



*Certains des dons offerts aux centres de santé amis de jeunes*

Comme l'a précisé Mme Suzanne NGO – MANDONG, Représentante Résidente de UNFPA, toutes les études, y compris celle réalisée ici au Burundi, en collaboration avec UNFPA, intitulée : « la révolution contraceptive au Burundi », montrent très bien que le Burundi ne pourra pas bénéficier du dividende démographique sans investissements adéquats sur les jeunes et les adolescents, en termes de santé, d'éducation et

de formation. En effet, l'accès des jeunes à la santé, y compris la santé sexuelle et de la reproduction, à l'éducation et à la formation professionnelle garantit en un premier temps le bien être de ces adolescents et jeunes mais les prépare en même temps à apporter une contribution inestimable dans le développement de ce pays. « La place des adolescentes est à l'école et non à la maternité », a souligné la Représentante Résidente de UNFPA



*La Représentante Résidente de UNFPA prononçant son allocution*



*La Représentante Résidente de UNFPA en train de remettre officiellement une moto à l'un des titulaires de centre de santé amis des jeunes*



Quant à Son Excellence Denise Nkurunziza, Première Dame du Burundi, elle a saisi l'occasion de remercier le Royaume des Pays Bas d'une part, et l'UNFPA de l'autre pour leur appui indéfectible au Burundi et a

par la même occasion demandé aux partenaires du Burundi de se joindre aux autorités locale pour faire de la planification familiale une réalité au Burundi. Elle a en même temps lancé un message aux

jeunes qui étaient présents de plus s'atteler à leurs études et de s'éloigner de tout ce qui chercheraient à les nuire ainsi qu'à les faire quitter du droit chemin.



*La Première Dame prononçant son discours*



*La première Dame en train d'offrir un ordinateur à l'un des responsables des pharmacies de districts du Burundi.*



# 4

## DES VIES CHANGEES GRACE A LA PLANIFICATION FAMILIALE



*La Ministre de la Santé, la Représentante Résidente de UNFPA et l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas dansant au rythme d'une chanson prônant la promotion de la PF au Burundi*

Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi s'est rendu à Kayanza en compagnie de la Représentante Résidente de UNFPA pour participer à la visite conjointe organisée par le Roy-

aume des Pays Bas pour voir avec ses partenaires les réalisations sur terrain effectuées grâce au financement dudit Royaume. Le secteur santé y compris la santé de la reproduction était donc à l'ordre du jour le Jeudi 26 Juillet 2017. C'est ainsi que le centre de santé de Kabuye I a été visité le même jour avec tous les partenaires du Royaume des Pays Bas et la Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida s'était jointe à toute l'équipe.



*Visite au centre de Santé Kabuye en présence de la Ministre en charge de la Santé Publique, l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, la Représentante Résidente de UNFPA et la Représentante de OCCHA au Burundi*

Après la visite dudit centre de santé et un bref exposé des réalisations faites dans le domaine de la planification familiale, des témoignages des utilisateurs des méthodes contraceptives modernes ont été entendus. Ils ont partagé leur épanouissement socio-économique dans leur famille grâce à la planification familiale. Le même jour, une femme venait de mettre au monde au même centre de santé de Kabuye. Grâce à la planification familiale, elle venait de mettre au monde son deuxième enfant après 4 ans. « C'est notre deuxième enfant et nous voulons en rester à celui-ci », précise-t-elle. Elle a eu les félicitations de tous les visiteurs et a en même temps reçu un kit de dignité comme cadeau.



*La Ministre de la Santé, l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et la Représentante Résidente contemplant un bébé qui venait juste de naître au Centre de Santé de Kabuye*



*La Représentante Résidente de UNFPA et la Ministre de la Santé offre le kit de dignité à une mère qui venait de d'accoucher au centre de santé de Kabuye*

Après le centre de santé de Kabuye, d'autres lieux ont été visités à Kayanza pour être témoin des réalisations faites grâce au financement du Royaume des Pays Bas. Ce fût une occasion d'échanger sur la synergie et la complémentarité des partenaires d'exécution sur terrain pour renforcer le lien entre la planification familiale, la sécurité alimentaire, la prise en

charge nutritionnelle et la transformation des produits agricoles afin de garantir le développement durable du pays. A la fin de cette visite, l'équipe de la mission s'est rendue à Ngozi précisément en commune Gashikanwa pour rendre visite à une famille issue de la communauté des Batwa qui a vu sa vie changée grâce à la Planification Familiale.

Damien Gahutu et sa famille étaient contents de recevoir en visite de grandes personnalités comme la Ministre en charge de la Santé, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi, l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas, la Représentante de OCCHA et la Représentante de UNFPA Burundi.



*la Ministre en charge de la Santé, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Burundi, l'Ambassadeur du Royaume des Pays Bas, la Représentante de OCCHA et la Représentante de UNFPA Burundi visitant une famille de la communauté des Batwas à Gashikanwa/Ngozi.*

« Nous avons 12 enfants et 5 sont déjà morts à cause de la pauvreté. La Planification Familiale et précisément la vasectomie nous a sauvé », a partagé **Damien Gahutu** à ses visiteurs. Il leur a montré l'agent de santé communautaire qui leur a parlé de la planification familiale et qui a guidé leurs pas vers le centre de santé de Gashikanwa. Son épouse a également témoigné être désormais bien épanouie et pouvoir vaquer facilement à d'autres engagements familiaux ; chose qui n'était pas possible quand elle mettait au monde de manière très rapprochée.



*Damien Gahutu et sa femme partageant leur témoignage à propos de leur vie qui a changé grâce à la planification familiale.*

Les mêmes visiteurs ont rencontré une centaine de personnes de la même communauté des Batwa en commune Gashikanwa leur apportant des Kits de dignités et des casseroles. Chants et danses les a accueillis, la joie était palpable à cet endroit.



# 5

## LA REDUCTION DE LA MORTALITE MATERNELLE, UNE NECESSITE AU BURUNDI

*Le Burundi compte parmi les pays qui doivent réduire le ratio de mortalité maternelle jusqu' à un niveau de 140 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes d'ici 2030 en référence à la stratégie régionale pour la santé maternelle et néonatale 2016-2030*

Pour atteindre cet objectif, il faudra progresser plus de trois fois plus vite – c'est-à-dire faire baisser le taux de mortalité maternelle de 7,5 % par an, alors qu'il n'a baissé que de 2,3 % par an entre 1990 et 2015.

Selon l'Enquête Démographique et de Santé au Burundi (EDS 2010), une femme meurt toutes les 4 heures au cours de la grossesse, pendant ou juste après l'accouchement.



*Photo de salle des participants*

Cette forte mortalité s'explique notamment par l'accessibilité limitée aux soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) pour la prise en charge des complications obstétricales qui ne sont ni prévisibles ni évitables. C'est dans cette optique que le Ministère en charge de la Santé Publique a organisé en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) une

séance de sensibilisation sur l'introduction du monitoring SONU auprès de 13 femmes et 38 hommes qui vont être réunis dans un réseau fonctionnel des formations sanitaires SONU. Cet atelier a mis en évidence l'importance de l'accès et l'utilisation des SONU comme stratégie clé pour réduire la mortalité maternelle. Il a été conclu que les complications obstétricales peuvent être prises en

charge efficacement dans les structures sanitaires dotées d'un personnel qualifié et compétent et des produits nécessaires pour sauver la vie des femmes. Ceci est possible si et seulement si une action adéquate est prise au bon moment. De plus, assurer un accès rapide à la qualité en SONU est l'une des interventions à haut impact, recommandées pour réduire la mortalité et la mo-

rbidité maternelle. Il a été également constaté que recruter les Sages-Femmes en quantité suffisante et renforcés en SONU serait d'un avantage considérable pour permettre au pays de réduire considérablement la mortalité maternelle au Burundi, car pour UNFPA, aucune femme ne devrait mourir en donnant la vie.



# 6

## UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES SURVIVANTS AUX VBG AU CENTRE DE L'INTERET

Le Sous-groupe Sectoriel VBG au Burundi dont UNFPA assure le lead multiplie les efforts pour améliorer les compétences de ses membres dans la prévention et la réponse aux VBG pendant les situations de crise humanitaire. C'est dans cette optique que le SGS-GBV a organisé du 03 au 07 juillet à Gitega, une formation portant sur la préparation et la réponse aux VBG dans les contextes d'urgences ; la communication pour le changement des comportements à travers l'approche « SASA ! ». La facilitation était tenue conjointement par le UNFPA, la coordination du SGS-VBG au Burundi, la coordination régionale GBV AoR (Area of Responsibility) basée à Nairobi et l'ONG CARE International. 29 personnes (14 hommes et 16 femmes) au total y avaient pris part. Les participants venaient du Ministère de genre, du Ministère de la sécurité publique, du Ministère de la santé, des agences des Nations Unies ainsi que des ONG internationales et

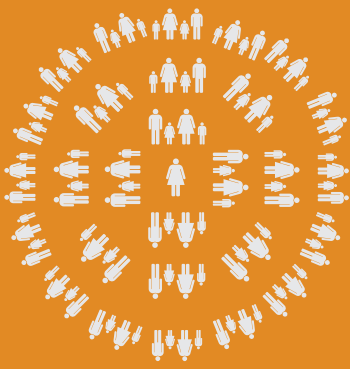
locales.

En outre, en guise d'une meilleure prise en charge des survivants des VBG, UNFPA en collaboration avec l'ONG GVC (Groupe de Volontariat Civil) ont organisé deux formations sur la « Gestion de cas-VBG » à l'intention des membres des centres de développement familial et communautaire (CDFCs). Une formation était tenue à Bujumbura du 12 au 14 juillet et une autre à Gitega du 19 au 21 juillet. 67 membres (40 hommes et 27 femmes) des centres de développement familial et communautaire (CDFCs) venant de 11 provinces du pays ont bénéficié de ces formations. Ces formations ont permis aux participants d'améliorer leurs connaissances sur : le concept VBG, la notion de pouvoir, les aspects d'une personne, la relation entre le psychologique et le social, les principes directeurs de l'approche centrée sur le survivant, comment accordé le soutien émotionnel aux survivant et lui

faciliter l'accès aux services ; les différentes étapes de la gestion de cas – VBG ; l'importance d'une documentation éthique et sécurisée des informations et dossiers des survivants. Des travaux en groupes ont été organisés pour permettre des échanges entre les participants sur les difficultés et les défaillances qu'ils connaissent dans leurs missions de venir en aide et protéger les survivants des VBG. Ils ont demandé à ce que ce genre de renforcement de capacités soit organisé dans tout le pays afin d'arriver à éradiquer définitivement les violences basées sur le genre au Burundi



*Des agents des centres de développement familial et communautaire en formation à Bujumbura*



# 7

## RETRAITE DES AGENTS DE CHANGEMENT COMMUNAUTAIRE POUR LA PAIX ET LA COHESION SOCIALE

Dans le cadre du projet d'Appui à la sécurité communautaire et la cohésion sociale auprès des jeunes touchés par les conflits, une retraite des agents de changements communautaires en raison de dix par zone provenant de Kinindo, Musaga, Kanyosha, Bwiza, Nyakabiga, Buyenzi, Ngagara, Cibitoke, Mutakura, Buterere et des communes de Mugongomanga, Mukike et Mugamba a été organisée du 18 au 21 Juillet 2017 à Gitega. Les représentants de l'administration dont les chefs de zones et les chefs de communes étaient présents.

En effet, les agents de changement communautaires sont des animateurs des clubs de paix. Leur rôle est de sensibiliser leurs pairs, résoudre pacifiquement les conflits et à référer les jeunes ayant des difficultés qu'ils sont incapables de résoudre à leur niveau.

Cette retraite s'est tenue dans le but de renforcer les capacités et connaissance des Agents de Changement Communautaire sur la résolu-



*Les jeunes participant dans la retraite des agents de changement communautaire*

tion pacifique des conflits et la résilience communautaire des jeunes au Burundi face aux conflits sociopolitiques.

Il était question de renforcer leurs compétences à s'exprimer en public, la facilitation, la résolution des conflits, la communication non violente, les techniques d'organisations communautaires et animation d'un dialogue communautaire pour la paix et la cohésion sociale, le cadre de résultat du projet d'Appui à la sécurité communautaire et la cohésion sociale et rôle des agents de changement.

Selon le Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, Monsieur Jean Bosco HITIMANA, 3 sur 5 burundais sont essentiellement jeunes et ont un grand potentiel à étayer.



*Monsieur Le Ministre en charge de la jeunesse, des sports et de la culture*

C'est à cette même occasion qu'il a invité, dans son allocution, les jeunes à s'investir plus dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale et encore à être un model surtout en mettant en pratique les acquis de cette retraite.

Des témoignages sur les cas de conflits gérés pacifiquement grâce aux agents de changement communautaire ont été partagés par certains jeunes.

C'est le cas d'Ange, un jeune de 28 ans qui a évité la prison grâce à l'aide des agents de changement communautaire à Mugongomanga en province de Bujumbura : « C'était en mars 2017 et j'avais juste été libéré de la prison de Mpimba, après 15 mois d'incarcération pour les manifestations qui ont lieu en 2015. Après plusieurs actions en justice, j'ai été libéré avec d'autres jeunes par la grâce présidentielle. Ma famille m'a accueilli à la maison, chantant des louanges et j'étais content en dépit de tout ce que j'avais perdu et pensant ce que je ferais les jours à venir. Malheureusement pour moi, la police est venue chez moi disant que j'avais des liens avec des groupes armés et que je dois les suivre. Les jeunes voisins et les agents de changements communautaires quand ils ont

*appris que la police m'a arrêté, ils se sont réunis avec les jeunes du parti au pouvoir et sont allés voir l'administrateur et la police pour témoigner de mon innocence ».*

Ce jeune homme indique que c'est ainsi qu'il a pu éviter d'être emprisonné et fait désormais partie du club de paix tout en étant un agent de changement communau-

taire pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale, échangeant carte sur table avec les autres jeunes. « Tout cela, on le doit à UNFPA et son partenaire SDI Jijuka », partage Ange qui ne manque pas de mentionner que ce genre de formation ne peut que leur être bénéfique pour pouvoir la partager avec ces pairs.



*Ange en train de témoigner*



# 8

## IMIS – BURUNDI MAINTENANT EN LIGNE : [imisbdi.bi/redbdi](http://imisbdi.bi/redbdi)

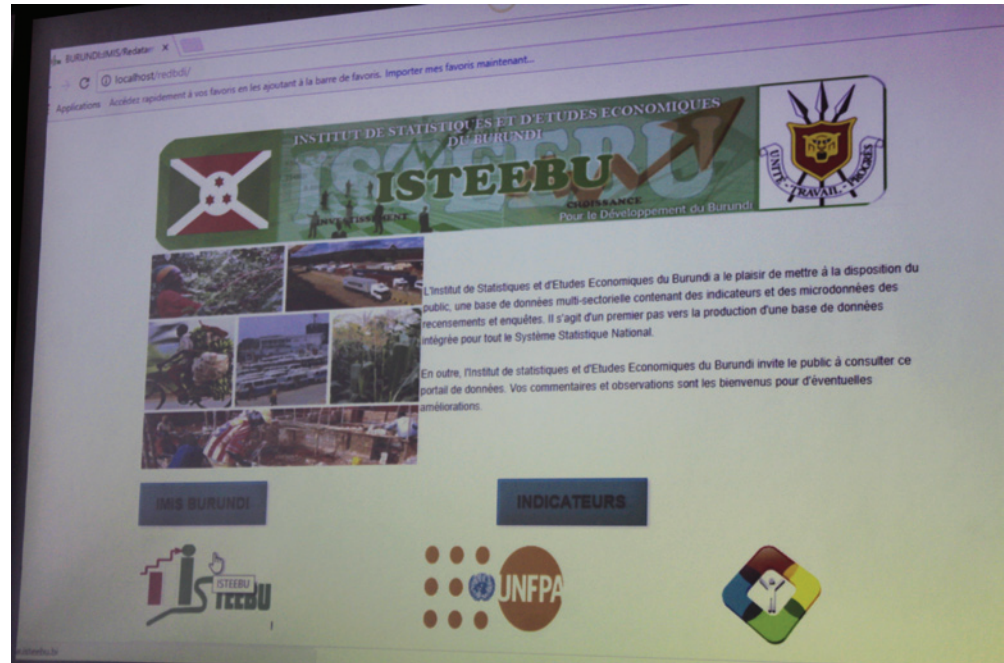
IMIS Burundi est un système intégré de gestion des données socio démographiques et économiques. Son objectif est de mettre à la disposition des utilisateurs, les bases de données nationales, fiables, invulnérables permettant, entre autres, la génération des indicateurs pertinents.

C'est un outil qui permet de centraliser, fusionner, traiter et restituer les informations en temps réel. Il permet également de renforcer le système statistique national par la mise à disposition des utilisateurs d'un outil puissant facilitant un accès sécurisé aux données et bases de données des opérations statistiques.

IMIS Burundi est développé, géré et mis en ligne par l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) grâce à l'appui technique et financier de UNFPA.

Le rôle de centralisation et de diffusion des données est joué par l'ISTEEBU, ce rôle lui étant conféré par la loi statistique de 2007.

C'est ainsi que le Ven-



dredi 30 Juin 2017, l'équipe technique de l'ISTEEBU est passé à la démonstration de l'IMIS – Burundi devant le Ministre à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan en compagnie de la Représentante Résidente de UNFPA.

Désormais, IMIS - Burundi est aujourd'hui opérationnel et accessible à travers le lien suivant :

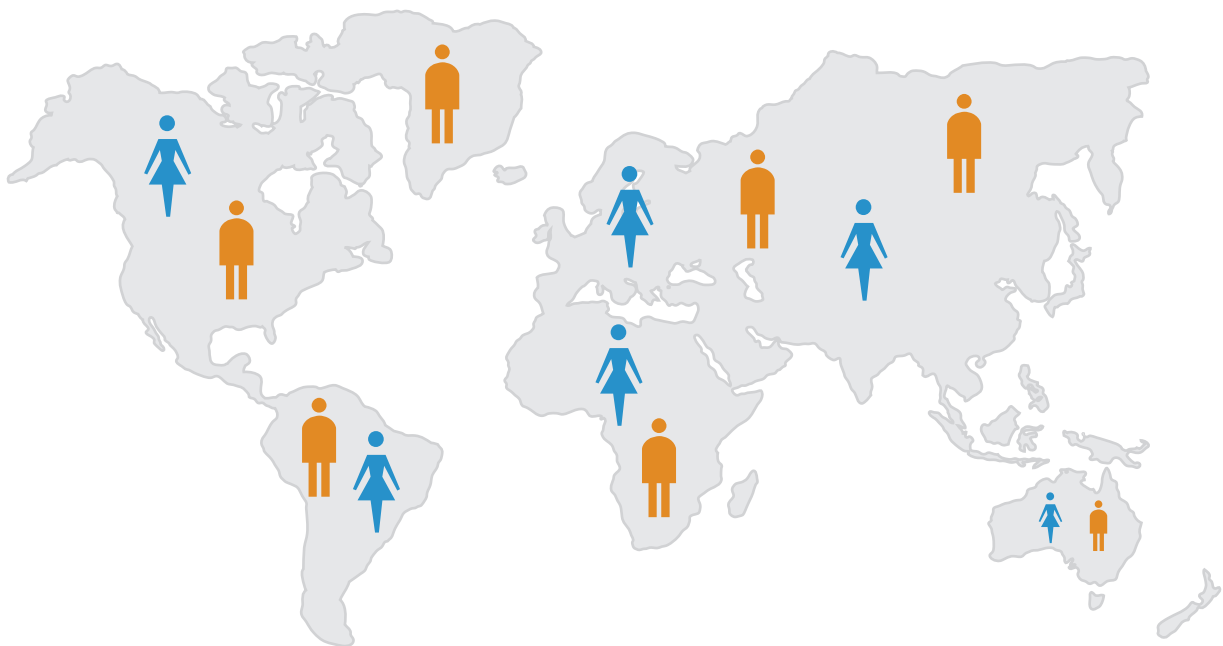
[imisbdi.bi/redbdi](http://imisbdi.bi/redbdi)





PARCE QUE CHACUN COMPTE

## JOURNEE MONDIALE DE LA POPULATION



### REPRESENTATION DE UNFPA AU BURUNDI



[burundi.unfpa.org](http://burundi.unfpa.org)



[facebook.com/unfpaburundiCO](https://facebook.com/unfpaburundiCO)



[twitter.com/unfpaburundi](https://twitter.com/unfpaburundi)



[youtube.com/user/unfpabi](https://youtube.com/user/unfpabi)